

Bordeaux, le 01/01/2017

COMPTE RENDU CDAS DU 07/11/2016 BILAN DE L'ANNEE 2016

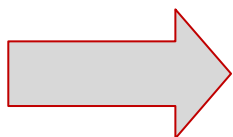
Présidé par Mr Laurent Venot, (Directeur Régional des Douanes), le CDAS a débuté après l'approbation du PV du CDAS du 21 mars 2016 à l'unanimité.

Compte rendu d'activité ACTION SOCIALE 2016 en Gironde.

- 1632 enfants ont été bénéficiaires des prestations d'action sociale
Le montant global des crédits d'actions locales s'élève à 99 260€.

Le budget se répartit ainsi :

47% sont consacrés à l'arbre de Noël. L'organisation de la manifestation est confiée à une association qui regroupe l'action sociale de différents ministères, des CE et comités d'œuvres sociales. Un cadeau est remis à chaque enfant, ainsi qu'un goûter à tous les enfants présents ce jour là.



L'arbre de Noël représente une part importante du budget de l'action sociale locale. La CGT reste attachée à cette manifestation dans sa forme actuelle, qui représente un moment particulier dans l'année, l'occasion de partager avec collègues et enfants.

38% affectés aux actions visant à renforcer les liens avec les agents.

Il s'agit de réunions amicales, à destination des retraités, telles que galette des rois, repas de fin d'année. Des excursions et sorties ont été également organisées à l'attention des actifs: une journée à Jonzac, et au Futuroscope, puis à l'attention des retraités : une journée dans le Médoc pour les personnes isolées, puis une journée à l'île d'Oléron et dans le Lot et Garonne.

10% aux actions de prévention et d'information.

Il s'agit de 34 entretiens avec une conseillère en économie sociale et familiale, 34 avec une conseillère juridique, puis des actions de santé publique, tels qu'une conférence sur l'ouïe, la vue, et une séance de dépistage du mélanome.

5% aux actions de solidarité

Il s'agit de la remise de fleurs pour personnes hospitalisées ou en retour à domicile après une longue hospitalisation, ou de soins socio esthétique pour réappropriation de l'image de soi, pour les personnes en longue maladie ou en rémission.

Compte rendu d'activité du Service Social 2015 en Gironde

Pas de compte rendu d'activité par les assistantes sociales qui manifeste ainsi contre les dérives dont la profession fait les frais au sein de notre Ministère. Lecture est faite d'une lettre revendicative où sont mis en cause RIFSEEP et PPCR. Leur action de protestation se traduisant par le refus de participer au niveau national aux remontées statistiques, dure depuis fin 2015.

Les assistantes sociales ont constatées une perte financière jusqu'à 1600 € par an par rapport à l'ancien régime...

Points sur les Crédits d'Actions Locales en cours cette année 2016...:

- Le budget s'élève à 104 223€ en gironde en 2016. Actions en faveur des actifs : sorties à Biarritz, Walibi, et St Jean d'Angle, au tarif dépendant du quotient familial.
 - Aide à la rentrée scolaire : Les assistantes sociales ont eu la possibilité d'aider les familles en grande difficulté par le biais de chèques rentrée scolaire.
 - Mini colo de la Toussaint : a concerné 47 enfants pour un montant subventionné à hauteur de 14 025€
- Actions en faveur des retraités : croisières sur la Garonne avec ramassage en bus à Bazas, sortie à

Collonges la Rouge, et repas de fin d'année sur la Garonne.

- Un colis pour les plus âgés est commandé et sera distribué aux 150 personnes retraitées de notre administration, de plus de 91 ans !
- Le 7/12, aura lieu l'arbre de Noël, doté d'un concours de dessins, où les gagnants seront récompensés par la remise d'un livre.
- Atelier cuisine : séances ateliers cuisines, de 10 participants/séance, priorité étant donnée aux personnes seules sélectionnées par les assistantes sociales.

Restait 11 133€ à utiliser ...

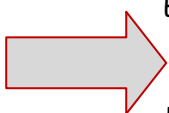
Proposition a été faite d'attribuer une aide au permis de conduire via une subvention accordée aux parents des enfants de 15 à 20 ans ayant un quotient familial inférieur à 1500. A la date du CDAS, 37 dossiers avaient d'ores et déjà été reçus par la Délégation.

A noter que, suite à une question posée par la CGT, il a été répondu que l'EPAF ne proposera pas de mini-colos de Toussaint qui sont prévues dans les budgets CAL.

Questions diverses :

ATTENTION : **CANTINE - DANGER - CANTINE - DANGER -**

- Au regard de la baisse de fréquentation de la restauration collective, de la diminution, voire la suppression, des subventions accordées aux opérateurs associatifs, une enquête du Secrétariat Général scrute les économies potentielles à réaliser.



En clair, sont visés les restaurants administratifs servant moins de 50 repas par jour quant à leur viabilité et leur équilibre financier.

- Le Secrétariat Général considérant qu'un **restaurant n'est viable qu'à partir de 50 repas**, par jour ...il se pourrait bien qu'au nom de la rentabilité, il soit démontré que votre restaurant administratif coûte plus cher qu'il ne rapporte et donc ... retour à la gamelle pour tout le monde !

➤ Ainsi en Gironde, 3 types de restaurants cohabitent : les restaurants financiers, (Arcachon, Cenon, Merignac, DRFIP, INSEE), les restaurants inter-administratifs (CITE et Libourne) puis les restaurants conventionnés (La Poste, Rectorat, CHU ...).

- Un tableau très explicite est remis aux représentants, mettant en évidence nombre de repas servi par jour, et par restaurant... Arcachon : 25 repas/jour, Cenon : 28, ...

L'opinion de la CGT :

Il est indispensable de maintenir la restauration collective. Actuellement, surtout au niveau de la DGFiP, on assiste en moyenne à 5 fermetures de restaurants par an.

- Il est de la responsabilité de l'employeur de trouver une solution de restauration de qualité pour ses agents et non pas de fermer des restaurants lorsqu'ils sont soi-disant « déficitaires » !

➤ Aussi, nous demanderons le lancement d'une enquête auprès des agents afin de savoir pourquoi ils ne déjeunent pas dans les restaurants administratifs, financiers ou conventionnés.

La CGT revendique :

- une restauration collective pour toutes et tous, de qualité priorisant les producteurs locaux
- l'accès des retraités aux restaurants inters administratifs et conventionnés et qu'ils puissent bénéficier de la subvention interministérielle comme les actifs,
- l'intégration de critères sociaux et environnementaux dans le choix du prestataire de service retenu pour la gestion des titres restaurant,
- la mise en place d'une TVA relative à la restauration sociale collective et solidaire à taux zéro,

- une modalité de calcul sur la base d'un plat principal et d'au moins deux périphériques,
- l'application d'une tarification sociale identique d'une unité de restaurant à une autre sur tout le territoire prenant en compte les actifs et les retraités ainsi que la mise en place de restaurants AGRAF partout,
- la prise en compte des horaires variables et du temps dont dispose chaque agent pour déjeuner,
- la maîtrise par les acteurs sociaux (syndicalistes, usagers, salariés), des conditions dans lesquelles ils sont implantés et gérés (évolution des services, taux de fréquentation, coût des marchandises, charges, tarifs),

Le mot de la fin « ticket restaurant »

Ainsi s'achève la vie du ticket restaurant à la DGFIP. Attribué aux agents (qui le souhaitent), dès l'instant où ils sont situés en poste isolé, c'est-à-dire à une distance PEDESTRE entre le lieu de travail et la possibilité de restauration S U P E R I E U R E à 1 km.

➤ Fini les restos payés en ticket restaurant en famille ! Sous couvert de dématérialisation, les agents sont ramenés dans les clous informatiques très rigidelement paramétrés à 19€ maxi par jour, un point c'est tout. Une carte magnétique va être remise aux bénéficiaires. Pour toutes informations, vous pouvez vous rendre sur le site internet du prestataire « APETIZ »

La CGT revendique :

➤ Une revalorisation du titre restaurant à son maximum légal (10,72), ainsi qu'une participation de l'employeur de 60% et de 40% pour l'agent.

En effet, avec un titre à 6 euros actuellement il est difficile, voire impossible d'avoir un repas complet, contrairement à un repas pris dans un restaurant financier.

Et vous ? qu'en pensez vous ?

N'hésitez pas à nous contacter :

Les élus CGT en CDAS.

Alexandre Soudain Titulaire DRFIP	Sylvie Caron Titulaire DRFIP 05 56 26 84 07
Chrystelle Bagnas Titulaire DOUANES	